

LA FORCE DE LA PAIX



FORUM AVEC LES POPULATIONS DE SOUBRE - 1^{er} mars 2008

Avançons sur la route de la paix



CÔTE D'IVOIRE

EDITORIAL

BAISSE DE L'INDICE DE SÉCURITÉ, UN ENCOURAGEMENT À PRÉPARER LES ÉLECTIONS

La réduction de la phase de sécurité des Nations Unies en Côte d'Ivoire, survenue ce mois-ci, constitue non seulement une reconnaissance des progrès enregistrés sur le plan sécuritaire mais aussi un pari que les Ivoiriens devront tenir pour transformer l'acalmie en une paix définitive.

Les Nations Unies emploient des phases allant de 1 à 5 pour refléter le niveau de sécurité dans chaque pays. Ces phases impliquent par ordre croissant, des mesures de précaution, des limitations de mouvements, la relocalisation du personnel, la suspension de programmes et l'évacuation du personnel.

La baisse de la phase de sécurité est un indice d'acalmie qui peut ouvrir la voie des investissements internationaux ainsi que le retour des organisations internationales qui avaient été délocalisés.

Cette baisse est intervenue en Côte d'Ivoire suite aux progrès constatés à l'issue de l'évaluation de la situation sécuritaire, résultat des avancées enregistrées au cours des derniers mois par les parties ivoiriennes dans l'application de l'Accord Politique de Ouagadougou.

La signature fin novembre, à Korhogo, des accords complémentaires à l'Accord Politique de Ouagadougou par le Président Laurent Gbagbo et le Premier ministre Guillaume Soro, a été l'amorce d'une nouvelle dynamique.

Depuis lors, de nouveaux actes ont été posés, accélérant le rythme du processus de paix. Quelques-uns de ces actes sont : le début du regroupement des ex-forces belligérantes, le 22 décembre 2007 et le redéploiement d'une grande partie de l'administration publique.

Suite au retrait des soldats et des armes des lignes de front ainsi que le début de la restauration de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire, la libre circulation est en passe de devenir une réalité, quoique sévèrement entravée par le racket sur les routes, dénoncés de plus en plus par des responsables ivoiriens.

D'autres actes tout aussi capitaux pour la sortie de crise sont à saluer. Il s'agit notamment du bon déroulement des opérations d'audiences foraines, l'adoption d'un mode opératoire pour la reconstitution des registres d'état civil perdus ou détruits, et la remise d'un cahier de charge à la société Sagem-sécurité, opérateur technique pour les opérations d'identification et de recensement électoral.

Cependant, certaines des actions posées restent à finaliser ou à consolider tels que la signature d'une convention avec l'opérateur technique Sagem-sécurité et le lancement de l'opération d'inscription sur la liste électorale.

Le climat d'apaisement salué par la réduction de la phase de sécurité des Nations Unies est également le moment idéal pour l'élaboration et la signature des textes relatifs au processus électoral.

J'AI MON JUGEMENT J'EXISTE !



LE DOSSIER IVOIRIEN EXAMINÉ PAR LES CHEFS DES MISSIONS DE PAIX EN AFRIQUE DE L'OUEST



Une vue des chefs de mission des Nations Unies discutant des questions de paix en Afrique de l'Ouest © UN / ONUCI

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Y. J. Choi, a évoqué le 28 mars 2008 les derniers développements du processus de paix ivoirien, à la 12e réunion des Chefs de missions de paix en Afrique de l'Ouest tenue à Freetown, en Sierra Leone.

Devant les Représentants de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), du Bureau Intégré des Nations Unies en Sierra Leone (UNIOSIL) et du Bureau des Nations Unies en Afrique de l'Ouest (UNOWA), M. Choi a mis en exergue les avancées enregistrées dans le processus de paix ivoirien, un an après la signature de l'Accord Politique de Ouagadougou (APO). Il a également fait état de défi à relever dans les domaines du Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) et de la préparation de élections.

Le Représentant spécial a expliqué la contribution de l'ONUCI dans ce sens, notamment en matière de sécurité, de financement et de certification.

Sur ce dernier point, M. Choi a mis l'accent sur le mandat dévolu au chef de

l'ONUCI par le Conseil de Sécurité et qu'il compte exécuter sur la base des cinq critères-cadres établis en consultation avec le facilitateur et les parties ivoiriennes. Il s'agit de la paix, de l'inclusion, des médias publiques, de la liste électorale et des résultats.

Les représentants de la MINUL, de l'UNIOSIL et de l'UNOWA ont également présenté des exposés sur l'évolution de la situation politique, socio-économique et sécuritaire dans leur zone respective. Une mention spéciale a été faite de la bande sahélienne dominée par le trafic de drogue et des armes légères, sans parler d'actes de violence commis par des groupes armés.

Les Chefs de missions ont entendu une présentation sur l'interaction entre le chômage des jeunes et l'insécurité dans les pays de l'Union du Fleuve Mano, par le Représentant de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) pour le Libéria, la Guinée et la Sierra Leone, Joseph Koroma.

Le Général Isaac Obiakor, Commandant de la Force de la MINUL a présen-

té un rapport de la 14e réunion des commandants des Forces des missions de paix en Afrique de l'Ouest. Il a annoncé la décision de l'ONUCI et de la MINUL d'accroître leurs patrouilles mixtes conjointes à la frontière ivoiro libérienne.

Les participants ont décidé de la tenue de leur prochaine réunion trimestrielle en Guinée Bissau.

Hamadoun Touré

**ÉCOUTEZ ONUCI-FM,
LA RADIO DES NATIONS UNIES
EN CÔTE D'IVOIRE**

" LA FRÉQUENCE DE LA PAIX "

- ABIDJAN 96.0 MHz
- YAMOUSSOUKRO 94.4 MHz
- BOUAKÉ 95.3 MHz
- DALOA 91.4 MHz
- DUEKOUÉ 104.4 MHz
- FERKESSEDOUGOU 104.4 MHz
- KORHOGO 95.3 MHz
- ODIENNÉ 95.3 MHz
- MAN 95.3 MHz
- SAN PEDRO 106.3 MHz
- DAOUKRO 94.7 MHz
- BOUNA 102.8 MHz
- GUIGLO 93.7 MHz
- BONDOUKOU 100.1 MHz
- DANANÉ 95.3 MHz
- SEQUELA 95.3 MHz

LES POPULATIONS DE SOUBRÉ LANCENT UN APPEL POUR AMÉLIORER LA SÉCURITÉ



Les autorités politiques et administratives de soubré aux côtés de l'ONUCI pendant le forum © UN / ONUCI

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a organisé le 1^{er} Mars 2008, un forum avec les populations du département de Soubré afin de réfléchir avec elles sur leur contribution au processus de paix en Côte d'Ivoire.

Le chef de la délégation de l'ONUCI, Margherita Amodeo a félicité les populations venues nombreuses prendre part à cette importante cérémonie qui a mobilisé toutes les couches sociales du département. Elle s'est réjouie que le Département de Soubré soit un exemple de cohésion sociale et une fierté pour la Côte d'Ivoire et ses différents partenaires parmi lesquelles, l'ONUCI.

A cet effet, elle a rappelé que l'ONUCI, eu égard à la mission qui lui a été confiée de promouvoir la paix, est venue à Soubré soutenir, encourager les acteurs qui ont œuvré à cette cohésion sociale et s'enquérir de leurs préoccupations.

Mme Amodéo a annoncé, à l'occasion, que l'un des outils de communication de l'ONUCI, ONUCI FM qui a été en phase expérimentale dans le département de Soubré à la faveur du forum, pourra devenir une réalité dès que les conditions sécuritaires seront remplies.

« Nous comptons installer un émetteur ONUCI FM très prochainement dans la région » a-t-elle indiqué. Soubré faisant partie de la Boucle du cacao et générant d'importantes richesses pour le pays, le chef de délégation a expliqué que le sujet de l'insécurité décrié tant par les femmes que par les jeunes, demeure une des préoccupations de l'ONUCI.

Avant elle, le Maire de Soubré, Pierre Kipré qui avait évoqué ces mêmes préoccupations, a salué l'action de l'ONUCI, estimant que l'organisation de ce forum de la paix est un grand jour pour son département, car selon lui, « sans la paix aucun développement ne peut se faire ».

Pour Pierre Kipré, même si la crise n'a pas réussi à mettre à mal la légendaire cohésion du département, la tenue des forums de l'ONUCI constitue une note d'espoir de voir la paix revenir très vite dans tout le pays.

Pour sa part, le Préfet du département de Soubré, Florent Léopold Anon, a remercié l'ONUCI qui n'a cessé de promouvoir la paix dans le pays. Estimant que son département est un exemple achevé de cohésion sociale, il a exhorté les populations à s'investir dans la recherche de la paix.

Au cours de la seconde phase de ce forum, les représentants des différentes sections ont expliqué le mandat de l'ONUCI et rendu compte des activités de la mission onusienne dans le département de Soubré, notamment au niveau militaire, de la police onusienne, des droits de l'homme, des affaires politiques, de l'assistance électorale, du DDR, de l'état de droit, du VIH/SIDA, de la protection de l'enfance afin de donner des précisions sur ce que les populations peuvent attendre ou recevoir de l'ONUCI. Une visite des stands a prolongé les présentations faites par les diverses sections.

Les jeunes, les femmes, les médias locaux et les chefs traditionnels ont ensuite procédé à la restitution des ateliers organisés la veille du forum. Les jeunes, de leur côté, ont mis en évidence la vie difficile de la jeunesse, exacerbée par la crise vécue par le pays. Les femmes, ne sont pas les plus gâtées de la région. Elles qui se sont pas présentées comme les principales victimes des cinq ans de crise, ont indiqué s'être déjà inscrites dans la voie du pardon, de la réconciliation nationale et de la coexistence avec les toutes les communautés.

Les représentants locaux des médias ont eux aussi révélé s'inscrire dans la consolidation de la cohésion sociale dans le pays. Cependant face au manque crucial de communication dans la région ils ont lancé un appel à l'ONUCI pour l'installation d'un émetteur ONUCI FM et d'un correspondant dans la région et pour la réhabilitation à travers les projets à impact rapide de la radio locale de Soubré.

Les chefs traditionnels, en tant qu'auxiliaires de l'administration, ont souhaité bénéficier d'un statut plus adapté pour mener les actions de réconciliation ont indiqué qu'ils vont aider l'ONUCI à raffermir la cohésion sociale dans le département.

Marie-Mactar Niang / Marius Bokpaka

L'ONUCI PROCEDE À LA REMISE DE TROIS SITES DDR AU GOUVERNEMENT IVOIRIEN



Le RSSGA, Georg Charpentier coupant le ruban symbolique lors de la remise de sites DDR au gouvernement ivoirien © UN / ONUCI

Le Représentant Spécial adjoint du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Georg Charpentier, également Coordonnateur Humanitaire, a présidé le 15 mars 2008 à Ferkessédougou, la cérémonie officielle de remise des trois (3) sites DDR réhabilités et équipés par l'ONUCI.

Cent dix huit (118) soldats des Forces Armées des Forces Nouvelles (FAFN) provenant de la ville de Bouaké, ont rendu leurs armes aux autorités du Centre de Commandement Intégré (CCI).

M Georg Charpentier, au nom de l'ONUCI, a indiqué que la cérémonie de ce jour traduisait le soutien de la communauté internationale à la Côte d'Ivoire. Il a rappelé également que « depuis les Accords Politiques de Ouagadougou (APO), l'ONUCI prend une part active au processus DDR en apportant son appui logistique et

matériel au Programme Nationale de Réinsertion et de Réhabilitation Communautaire (PNRRC) et au CCI ».

Rappelant que cette cérémonie s'inscrivait dans le cadre du redémarrage du processus DDR, M Charpentier « a encouragé toutes les parties à mener à terme ce processus ».

A la suite du coordonnateur Humanitaire, le Ministre de la défense, Michel N'Guessan Amani, a remercié la communauté internationale pour son appui financier dans la mise en œuvre du mode opératoire du processus DDR. Il a félicité à cette occasion l'ONUCI dont le travail d'appui a permis la remise des trois (3) sites de Ferkessédougou, Kani et Odiénné ainsi que quatre caches d'armes pour le désarmement des milices à l'Ouest du pays notamment à Guiglo, Duékoué, Toulepleu et Bloléquin.

Il a salué également les généraux

Phillipe Mangou des FDS et Soumaila Bakayoko des FAFN pour leur engagement mutuel à ce processus. « Le temps de la guerre est passé, il nous faut construire et faire la Paix maintenant, par des actes concrets » a-t-il ajouté en transmettant les messages du Président de la République et du Premier ministre.

La cérémonie s'est déroulée en présence, outre du Ministre de la défense Michel N'Guessan Amani, représentant le gouvernement ivoirien, du Représentant du facilitateur Blaise Compaoré, Boureima Badini, du Commandant de la Force de l'ONUCI, Général Fernand Marcel Amoussou, du Général Bruno Clément-Bollée de la Licorne, des Généraux Philippe Mangou et Soumaila Bakayoko. A cette occasion, M. Charpentier et le Commandant du CCI ont signé le Mémorandum de remise des sites.

Marie-Mactar NIANG

LAURENT GBAGBO : « LA CÔTE D'IVOIRE N'A JAMAIS EU AUCUN PROBLÈME AVEC L'ONU »



Le président Laurent GBAGBO et nos collègues, lors de l'interview qu'il a accordé à l'ONUCI FM © UN / ONUCI

ONUCI FM, la radio de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire a reçu en invité spécial Son Excellence Laurent Gbagbo, Président de la République de Côte d'Ivoire. Extrait de l'interview qu'il lui a accordée, un an après la signature de l'Accord politique de Ouagadougou.

Excellence, c'est un insigne honneur que vous faites à ONUCI FM et nous l'apprécions à sa juste valeur. Une année donc après la signature de cet Accord, quelle est votre appréciation générale ?

Laurent Gbagbo : Merci madame. Merci à ONUCI-FM de venir me voir afin qu'on fasse le point. Souvenez-vous il y a un an ! Observez un peu l'ambiance, l'atmosphère dans le pays, ici même à Abidjan, à l'intérieur, à Bouaké au centre, à Korhogo, Man, Odienné, Bouna, à Nassian. Examinez, on n'était même pas encore dans le temps des élections parce qu'à

l'époque, on cherchait une formule pour mettre fin à la crise. Charles Konan Banny était Premier ministre, j'étais moi-même à mon poste ; on était très loin du calme que nous observons aujourd'hui. Madame, si nous sommes tous de bonne foi, nous devons observer que la paix est rétablie sur l'ensemble du territoire ivoirien.

C'est la première des choses : La paix. C'est ce qui est le fondement de notre lutte. Et la paix est rétablie sur l'ensemble du territoire ivoirien. Les hommes circulent du Nord au Sud en passant par le Centre ; et de l'Est à l'Ouest en passant par le Centre.(...)

La plus grande preuve est que les camions allant au Burkina-Faso, au Niger et au Mali ont repris le chemin de la Côte d'Ivoire et aujourd'hui, nous ne discutons plus de leur venue ici. Nous discutons de la manière dont il faut améliorer la fluidité routière parce qu'il y a des coupeurs de route... Nous

sommes donc maintenant dans le quotidien, on est dans l'ordinaire. Je voudrais que les gens observent tout cela.

ONUCI FM: Avec votre permission, nous allons voir cet ordinaire dont vous parliez. Nous allons le revoir à la loupe, en commençant d'abord par les audiences foraines. On les savait très difficiles. (...) Aujourd'hui, les audiences foraines ont recommencé mais il y a des difficultés sur le terrain qu'il faut reconnaître, (...)Et puis ce délai de trois mois est-il vraiment réaliste ?

LG : Madame, c'est ce que j'appelle l'ordinaire. Les audiences foraines n'étaient pas arrivées à leur terme parce qu'elles ne le pouvaient pas. Ce qu'on nous proposait il y a plus d'un an, ce n'était pas des audiences foraines. C'était tout sauf quelque chose de légal.

On nous proposait de faire des audiences foraines et de faire en même temps, sur le même lieu, des séances

pour délivrer les certificats de nationalité.

Le président de la République de Côte d'Ivoire ne peut jamais accepter cela, parce que c'est illégal, c'est hors-la loi. Les audiences foraines ont un seul objectif, c'est de délivrer des jugements supplétifs d'actes de naissance ou des certificats de décès. Voilà le seul point des audiences foraines. (...)

Aujourd'hui les audiences foraines fonctionnent normalement. Vous avez dit qu'il manque des matériels, c'est ça l'ordinaire. Quand un sous-préfet est à son poste, je dis l'administration est rétablie. Maintenant si le sous-préfet dit je ne peux pas faire de tournées parce que je n'ai pas encore de voiture ou bien je n'ai pas d'essence, ça, ce sont des problèmes ordinaires qu'on rencontre dans le pays.

ONU CI FM : Monsieur le Président, le regroupement des ex-combattants semble se heurter à quelques problèmes financiers ?

LG : Oui ! C'est ce que j'appelle les problèmes ordinaires. C'est-à-dire si vous me signaliez des obstacles politiques ou des obstacles décisionnels, là j'aurais dit oui il y a vraiment de l'eau dans le gaz, mais il n'y a pas de l'eau dans le gaz. Tout va bien, il y a simplement qu'il y a des moments où on n'a pas beaucoup d'argent donc, on met en veilleuse une opération par rapport à une autre.

Là, nous étions tout le mois, tous les deux mois passés nous étions par exemple occupés à rembourser notre dette vis-à-vis de la Banque Mondiale. Donc on a mis en veilleuse certaines opérations. On a fini maintenant.

ONU CI FM : Alors, l'Accord Politique de Ouagadougou donne la certification à la communauté internationale. Quelle est votre relation avec cette communauté par rapport à ce chapitre bien précis de la certification. ?

LG : Elle est parfaite, je viens même de rencontrer M. Choi qui sera chargé de la certification. Nos rapports sont très bons mais ce que j'ai dit à notre frère zimbabwéen qui est venu, de l'ONU. Je

lui ai dit : « Nous avons eu des problèmes avec [Gérard] Stoudmann [ancien Haut Représentant des Nations Unies pour les Elections] mais nous n'avons jamais eu des problèmes avec l'ONU ». Et il ne faut pas que les gens confondent. La Côte d'Ivoire n'a jamais eu aucun problème avec l'ONU.

Mais moi j'avais un problème avec Stoudmann et j'ai donc demandé à l'ONU qu'au lieu qu'un individu grève les rapports entre un Etat et notre Organisation commune qu'est l'ONU, prenez-le partez avec lui comme ça nous on va rester tranquilles avec l'ONU ici on va travailler. Dès l'instant où ils ont fait ça, il n'y a plus de problèmes. On n'a aucun problème avec l'ONU.

ONU CI FM : Alors M. le Président on parlait de

LG : Excusez-moi mais la certification là, c'est celui qui veut tricher qui a peur de la certification. Sinon la certification c'est quoi ? C'est pour dire ils sont allés effectivement voter, les listes étaient effectivement conformes à la loi, chacun de ceux qui voulait voter a pu le faire, le scrutin s'est déroulé dans la paix, dans l'ordre. Ça là qui va avoir peur de ça ? C'est ce qu'on fait toujours ici en Côte d'Ivoire.

ONU CI FM : Et concernant la Justice. Aujourd'hui, elle semble être aux ordres de l'impunité, de la corruption, alors est-ce que vous prévoyez de prendre des mesures pour ...

LG : Mais, vous venez d'arriver ici, ou quoi ? Notre justice, il y a longtemps qu'elle est comme ça (rires), il y a longtemps, avant même que je ne sois président. Donc, ...

ONU CI FM : Ça va continuer comme ça ?

LG : Non, mais enfin aujourd'hui quel est le plus grand problème à régler ? Le plus grand problème à régler, c'est de sortir de la crise. On ne peut pas en même temps être en train de sortir de la crise et puis vouloir régler tous les problèmes secondaires, vous comprenez ? Il faut que les gens sachent ce qu'ils veulent. Il faut que les gens sachent ce qu'ils veulent. Vous comprenez ? Moi,

je me suis battu pour arriver au pouvoir par les urnes. J'ai été élu. On nous a attaqués et cette attaque là a entraîné une crise. Nous sommes en train de chercher à sortir de la crise, on ne peut pas nous amener à régler des problèmes qui sont secondaires par rapport à cela, par rapport à la sortie de crise. Il faut qu'on soit un peu clair, quoi. Il faut qu'on soit un peu clair.

ONU CI FM : Question : Nous, notre radio, nous avons un chapitre que nous appelons le message de paix. On ne saurait vous quitter après un entretien aussi enrichissant sans demander votre message de paix pour toute la Côte d'Ivoire et évidemment la radio qui nous écoute aussi à travers le réseau des Nations Unies.

LG : Mon message de paix, il est simple. Premièrement, il faut dire aux gens que le pouvoir ça se conquiert par les urnes. Tant qu'en Afrique on n'aura pas compris cela, on n'aura rien compris à la paix. Ça c'est la première chose.

La deuxième chose, c'est que maintenant que nous sommes dans la crise, il faut en sortir. Il faut aujourd'hui mettre l'accent sur la sortie de crise et rien d'autre. Comme les gens considèrent, et nous mêmes, les élections comme le point d'orgue de la sortie de crise, alors en avant pour les élections !

En avant pour les élections ! Donc voilà. Moi, je m'amuse souvent, je compte souvent le nombre de fois où les gens disent les élections justes, propres, transparentes. Moi, ça m'amuse. S'il n'y a pas tout ça, il n'y a pas d'élections. Alors, quand ils disent justes, propres, transparentes, c'est ça qu'on appelle élections. Donc, moi je suis prêt, je souhaite que tous les gens soient prêts comme moi. Voilà. En tout cas, je vous remercie d'être venues ici.

ONU CI FM : C'est nous qui vous remercions.

LG : Et puis bonne année 2008 et que la crise finisse totalement !

LES FEMMES IVOIRIENNES VEULENT ÊTRE PLUS SOLIDAIRES POUR LA PAIX

Les organisations de femmes en Côte d'Ivoire, le jeudi 20 mars 2008, ont dénoncé le fait de n'avoir pas été associées aux négociations qui ont abouti à l'accord politique de Ouagadougou et ont souhaité être plus solidaires entre elles en vue de mener des actions d'envergure visant à influencer positivement le processus de paix en cours dans le pays.

Une vingtaine d'associations et d'organisations de femmes, implantées dans les quatre coins du pays, ont fait ces réflexions lors d'une rencontre d'échanges et de formation initiée par l'ONUCI, jeudi 20 mars à Sebroko, et dont l'objectif est de rassembler les femmes de toutes les tendances politiques afin de discuter de leur rôle dans la résolution des conflits. « Il ne faut pas que les femmes de Côte d'Ivoire se rencontrent seulement à l'initiative de l'ONUCI », a déclaré Boussou Bintou Coulibaly de l'ONG Femme Salem de Côte d'Ivoire, résumant une idée déjà soutenue par plusieurs autres femmes. « Nous devons nous retrouver plus souvent pour confronter nos idées et définir des approches communes. Certaines n'ont pas de moyens et d'autres en ont. Il faut être solidaire », a appelé Mme Suzanne Attogny, de la Fédération des Associations Féminines



Les femmes tiennent des réunions périodiques avec l'ONUCI © UN / ONUCI

de Côte d'Ivoire (FAFCI).

Les femmes ivoiriennes estiment avoir un rôle fondamental à jouer, notamment, pour inculquer, dès la cellule de base, la famille, les valeurs morales traditionnelles dont le déficit explique la dérive sociale actuelle. « Nous devons nous impliquer dans la sensibilisation sur le processus électoral. Nous devons aussi constituer des groupes

d'alerte précoce », a suggéré à ses consœurs, Mme Namizata Sangaré, présidente de l'Organisation des Femmes Actives des Côte d'Ivoire (OFACI). « J'encourage votre volonté de vous impliquer dans le processus de paix. Soyez proactives, prenez la responsabilité qui vous revient et agissez efficacement », a exhorté Margherita Amodeo, la Directrice du Bureau de l'Information Publique de l'ONUCI.

Deux chercheurs, Cécile Barbeito de l'Ecole de la culture de la paix d'Espagne et Kevin Adou du Centre de réflexion et d'action pour la paix (Cera) ont informé les participantes sur les outils de gestion des conflits. Des femmes représentant des ambassades occidentales dont, l'Ambassadeur du Canada en Côte d'Ivoire, Mme Michèle Levesque, ont pris part à cette rencontre.

L'ONUCI organise chaque mois une rencontre avec les femmes et les médias qui font parties de ses quatre piliers – avec les chefs traditionnels et les jeunes sur lesquels elle s'appuie pour vulgariser la culture de la paix, à travers la Côte d'Ivoire.

Parfait KOUASSI

LE CHEF DE L'ONUCI PLAIDE POUR UNE PLUS GRANDE AUTONOMISATION DES FEMMES

Le chef de l'Onuci plaide pour une plus grande autonomisation des femmes

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Y.J.Choi, a présidé, le 5 mars 2008, au siège de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), la célébration de la Journée Internationale de la Femme.

A l'occasion de la Journée placée sous le thème « **investir dans les femmes et les filles** », M. Choi a proclamé la fin de

la domination masculine et plaidé pour une plus grande autonomisation des femmes.

Selon le chef de l'ONUCI, le contexte du 21^e siècle a énormément changé nos valeurs et nos perceptions et doit nécessairement laisser la place à une plus grande autonomisation des femmes. Cela, a-t-il ajouté, non pas pour des raisons altruistes ou féministes, mais parce que l'égalité des genres est devenue aujourd'hui un des maillons essentiels pour bâtir une société qui soit solide et favorable à

tous.

L'ONUCI, rappelle-t-on, prend une part active à l'organisation de la Journée, à travers une série de manifestations dans tout le pays, notamment dans les villes d'Odiénné, de San Pedro, de Duékoué, de Yamoussoukro, de Korhogo et de Bouaké, en plus de la manifestation officielle prévue à Gagnoa le 8 mars. Les différentes manifestations se sont déroulées avec l'appui du Ministère ivoirien de la femme et de certains départements ministériels.

Marie-Mactar NIANG

L'ONUCI ÉCLAIRE LES MEDIAS SUR SON APPUI EN MATIÈRE ÉLECTORALE ET DE DDR



Le DDR est une question d'actualité qui focalise l'attention des médias © UN / ONUCI

La Division de l'Information Publique de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), a échangé le 15 mars 2008, à Abidjan, avec les réseaux et associations de médias. Cette rencontre, la seconde du genre, entraine dans le cadre des activités d'appui de la mission à ses partenaires privilégiés de la presse.

Le Représentant spécial Principal Adjoint du Secrétaire général pour la Côte d'Ivoire, Abou Moussa, a remercié la presse ivoirienne dont il a salué le professionnalisme, avant de les inviter à être des modèles pour leurs frères ivoiriens en suscitant par leurs écrits et différents actes, un désir toujours plus fort de vivre dans la paix.

La rencontre qui a pris la forme d'un déjeuner-débat a permis aux deux partenaires d'échanger sur les thèmes du Désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) et des élections. D'entrée de jeu, la Directrice de l'Information, Mme Margherita Amodéo a indiqué que l'ONUCI sera toujours aux côtés des médias pour les aider à renforcer leurs capacités et leur inculquer la volonté de toujours être des relais des messages de paix. Ainsi donc, a-t-elle précisé, « cette initiative s'inscrit dans la dynamique de

consolidation du processus de paix ». Mme Amodéo a précisé que dans sa recherche de la consolidation de la paix, l'ONUCI s'appuie, outre les médias, sur d'autres piliers forts comme les femmes, les jeunes, les chefs traditionnels tout en émettant l'espoir que ces groupes cibles seront des vecteurs puissants auprès des populations ivoiriennes pour la consolidation de la paix.

Au cours du déjeuner, les deux sujets du jour ont été évoqués. Prenant le premier la parole le Directeur de la Division de l'Assistance Electorale de l'ONUCI, Ahmedou El Becaye Seck a expliqué que le processus électoral a beaucoup évolué, marqué par des résultats satisfaisants au niveau des audiences foraines. M Seck a annoncé qu'un mode opératoire a été initié ainsi que la mise en route du processus d'identification, impulsé par la désignation de l'opérateur technique chargé du processus d'identification. «L'identification va permettre aux populations d'avoir une carte nationale d'identité ou un titre de séjour », a-t-il ajouté précisant que d'autres pas ont été franchis tels la relecture du Code électoral, la mise en place d'un nouveau cadre juridique pour permettre la tenue d'élections libres ouvertes et transpar-

entes et la création d'un mécanisme pour recueillir les fonds indispensables à l'organisation d'un scrutin électoral correct.

Pour sa part, la représentante de la section du DDR, Léa Koudjo a expliqué à l'assistance l'appui apporté par l'ONUCI au processus de DDR, qui, a-t-elle précisé, doit être effectué, selon les dispositions de l'Accord Politique de Ouagadougou, par les Ivoiriens eux-mêmes. Elle a indiqué que l'ONUCI a donc rempli sa mission en accomplissant des actes comme la réhabilitation du centre de formation professionnel de Ferkessédougou, l'appui à la réinsertion socioéconomique des femmes et des jeunes sinistrés à travers la formation et l'auto-emploi, la mise en place d'un chronogramme d'exécution et du programme de désarmement et de démobilisation ainsi que la conception des procédures d'exécution des Opérations DDR, et des programmes de Désarmement des Milices (DDM).

Elle a indiqué que le clou de cet appui est la remise officielle samedi 15 mars 2008 par l'ONUCI au Gouvernement ivoirien, de trois sites de Démobilisation réhabilités et équipés par la mission onusienne à Ferkessédougou, Kani et Odiénné, ainsi que quatre caches d'armes pour le désarmement des milices à l'Ouest du pays.

Pour l'essentiel des questions qui ont porté sur les questions du DDR, M Abou Moussa a assuré les médias que l'ONUCI continuera à jouer le rôle qui lui a été défini dans ce cadre par l'Accord Politique de Ouagadougou et par les différentes résolutions des Nations Unies. Enfin plusieurs thèmes ont été proposés comme sujets à débattre lors des rencontres prochaines, notamment la question sécuritaire et la circulation des armes légères, le rôle des radios de proximité dans le processus de paix et la réinsertion économique des ex-combattants. La première rencontre de ce type avait eu lieu au siège de Seboko le 12 février dernier.

Marie-Mactar NIANG

LA JEUNESSE NOUS PARLE

Depuis le déclenchement du conflit armé, des voix multiples ne cessent de s'élever de tous les segments de la société pour condamner la violence et appeler les protagonistes au dialogue autour d'une table afin de trouver une issue pacifique.

A côté des structures de recherche et de consolidation de la paix, des initiatives ont été développées par les jeunes à travers les différents mouvements et réseaux d'association de jeunesse.

Ayant compris l'importance de la paix dans l'esprit des jeunes, de plus en plus d'acteurs relèvent que les pays devraient investir davantage dans l'instauration de programme dans les écoles, d'éducation à la culture de la paix. Ainsi, les jeunes éduqués résisteront aux appels à la guerre et contribueront à la fondation d'une société démocratique.

Naissance et rôle de la caravane de la paix

L'ONUCI, ayant bien compris cette mission, s'est donnée pour objectif d'aider les jeunes à participer activement au rétablissement de la paix et à la reconstruction de la Côte d'Ivoire, c'est ce qui l'a conduit à lancer la caravane d'éducation à la culture de la paix dans les établissements secondaires publics et privés du district d'Abidjan, de février à juin 2007. Cette caravane a donné naissance aux « Étoiles de la paix ».

Ainsi, au passage de la caravane dans chaque établissement, dans chaque établissement visité par la caravane, deux élèves étaient retenus : une fille et un garçon, pour respecter la parité du genre. Ces étoiles ont pour rôle de :

- **Sensibiliser leur famille, leur communauté et leurs amis aux valeurs de paix;**
- **Participer aux activités scolaires en faveur de la paix;**
- **Agir en modèle pour les autres jeunes;**
- **Donner la main aux autres et s'inscrire sans rancune, ni rancœur sur la route de la paix.**



La jeunesse est le terrain le plus fertile pour semer la paix © UN / ONUCI

L'ONUCI pense que les jeunes devraient apprendre que la violence n'est pas un moyen d'expression. Les jeunes eux-mêmes sont le meilleur vecteur pour faire passer ce message auprès de leurs amis et de leurs parents.

Outre les 16 écoles du district d'Abidjan visitées, la caravane est passée dans d'autres villes du pays notamment Bouaké le 30 janvier 2008, San Pedro le 7 novembre 2007, Soubré le 28 février 2008, et Bondoukou le 23 janvier 2008. Elle continue sa marche sur la route de la paix.

A chaque étape de la caravane, la jeunesse n'a cessé de surprendre l'assemblée par l'ingéniosité des activités et des questions qui montraient son intérêt pour l'activité et les composantes du mandat de l'ONUCI.

La présence de la Directrice du Bureau de L'Information publique, chef de délégation de l'ONUCI ainsi que celle de ses différentes sections, des autorités municipales et de la Direction de l'Education Nationale, dénote de l'intérêt que ces personnalités portent à la jeunesse et à la thématique de la paix. Dans le cadre de son programme d'é-

ducation à la culture de la paix en faveur de la jeunesse, le Bureau de l'Information de l'ONUCI a reçu la visite de madame Cecile Barbeito, enseignante chercheuse à L'université de la Culture de la Paix de Barcelone, en Espagne.

Madame Barbeito et deux de ses collègues sont venus dans le but de faire une évaluation du programme jeunesse de l'ONUCI dont la caravane d'éducation à la culture de la paix. Les étoiles de la paix ont reçu une formation sur la culture de la paix.

Cet atelier a permis aux jeunes de connaître et de comprendre le concept de la non-violence, de réfléchir sur les conséquences de la crise en Côte d'Ivoire et de chercher les moyens de la résoudre afin d'arriver à une paix définitive.

Madame Barbeito a aussi travaillé avec les enseignants, encadreurs des étoiles sur les méthodes à utiliser pour éduquer les élèves à la culture de la paix. Ce fut une expérience fort enrichissante pour les bénéficiaires.

SILUE A. Sergine Kady

LES CHEFS TRADITIONNELS : VECTEURS DE LA RÉCONCILIATION ET DE LA PROMOTION DE LA CULTURE DE LA PAIX

La réussite des efforts pour une paix durable en Côte d'Ivoire requiert l'implication non seulement des acteurs politiques mais aussi celle des animateurs de la société civile.

Les chefs traditionnels tiennent une place prépondérante dans la société ivoirienne, ce qui leur permet d'agir efficacement pour la promotion de la cohésion sociale, dans le respect des us et coutumes qui prévalent au sein des communautés. D'où la nécessité de leur implication et celle des autres communicateurs traditionnels dans la réconciliation inter-communautaire. C'est l'objectif que l'ONUCI s'est assignée à travers sa stratégie de communication traditionnelle conçue comme un levier pour amener, d'une part les chefs traditionnels, en tant que leaders d'opinion, et d'autre part les jeunes et les femmes à s'impliquer davantage dans la prévention, la gestion et la résolution des conflits.

L'ONUCI a initié, sur l'ensemble du territoire national, diverses activités destinées à susciter une meilleure connaissance de l'institution auprès des communautés et à obtenir leur adhésion et coopération dans la promotion du processus de paix et de réconciliation.

En février 2008, la Mission a organisé, en collaboration avec le Conseil supérieur des rois et chefs traditionnels de Côte d'Ivoire (CSRCT-CI), un séminaire autour du thème : « **La contribution de la chefferie traditionnelle dans l'éducation à la culture de la paix en Côte d'Ivoire** ».

Au terme des travaux qui ont duré deux jours, un plan d'action en cinq points a été adopté destiné à promouvoir auprès des populations, la culture de la paix et le soutien à la cohésion sociale en Côte d'Ivoire. Les chefs traditionnels ont également à cette occasion, procédé à la signature d'un engagement solennel pour contribuer activement à l'exécu-



*Les chefs traditionnels détiennent un pouvoir capital dans la culture de la paix
© UN / ONUCI*

tion de ce plan d'action collectivement adopté, avec l'appui des réseaux de femmes, de jeunes et des médias pour la paix.

En 2007, l'ONUCI, avaient déjà organisé deux importants forums avec les chefs traditionnels à Bangolo, dans l'ouest et à Anyama, dans le sud. A l'issue de la rencontre d'Anyama, le 18 juillet 2007, les chefs traditionnels ont signé un acte d'engagement en faveur du processus de paix et de la cohésion sociale dans le pays.

Les chefs ont insisté sur le caractère cosmopolite de leur zone et exprimé leur volonté de mener des campagnes de sensibilisation en faveur de la paix auprès de leurs administrés. Dans le même esprit, ils ont décidé de mettre sur pied des comités de paix pour renforcer la coexistence entre les différentes communautés qui vivent sur ce territoire.

De même, suite aux actions de sensibil-

isation de l'ONUCI, les chefs traditionnels de l'Ouest de la Côte d'Ivoire ont signé le 29 mai 2007 à Bangolo, un engagement consacrant leur appui au processus de paix au cours d'un Forum initié par l'ONUCI pour célébrer la journée internationale des Casques Bleus.

Ce document paraphé par les Chefs traditionnels du Moyen Cavally et des « 18 montagnes », est la preuve de leur engagement et de leur volonté de soutenir le processus de paix par leurs efforts pour promouvoir les valeurs de tolérance, d'amour, de concorde et de coexistence pacifique.

En collaboration avec l'ONUCI, les autorités administratives et politiques, de même que les chefs traditionnels ont affirmé leur souci d'établir et de consolider la cohésion sociale dans les zones sous leur juridiction..

29 POLICIERS DE L'ONUCI HONORES DE LA MEDAILLE DES NATIONS UNIES

Vingt-neuf policiers travaillant pour la police des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), ont été décorés le 17 mars 2008 à Daloa. Les récipiendaires ont reçu leurs médailles des mains du chef par intérim de la police ivoirienne, le Commissaire Pierre-André Campiche, qui les a félicités du travail qu'ils accomplissent tant pour les Nations Unies que pour les populations ivoiriennes.

« Cette décoration est la matérialisation de la reconnaissance de la Communauté Internationale pour la

participation de qualité aux efforts sans cesse déployés dans le cadre de la restauration de la paix », a dit le Commissaire Campiche.

Le Porte-parole des récipiendaires, Kadiri F. Sani du Niger, a remercié les autorités onusiennes et renouvelé l'engagement de ses collègues et de lui-même « à poursuivre avec abnégation l'accomplissement de la mission et à œuvrer de toutes leurs forces en vue de la restauration de la paix en Côte d'Ivoire ».

Les policiers honorés sont originaires

du Bénin, du Cameroun, de Djibouti, de Libye, du Niger, du Pakistan, de la République Démocratique du Congo, du Sénégal et de l'Uruguay.

La cérémonie de remise de médailles a été précédée d'une minute de silence observée à la mémoire de tous ceux qui sont tombés sur le théâtre des Opérations de Maintien de la paix.

La Police Onusienne en Côte d'Ivoire compte plus de quatre cents policiers originaires de 24 pays et comprend six Unités de Police Constituées (FPU).

2728 CASQUES BLEUS DU BANGLADESH DÉCORÉS DE LA MÉDAILLE DES NATIONS UNIES

Le Commandant de la Force de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), le Général Fernand Marcel Amoussou, a présidé le 26 mars 2008, à Daloa (380 km d'Abidjan) la cérémonie de décoration du contingent Bangladais.

2728 militaires ont reçu à cette occasion, la médaille des Nations Unies, plus de six mois après leur arrivée en Côte d'Ivoire. Le Général de brigade Mustafa Kamal Khan, commandant le Secteur Ouest de l'ONUCI, a remercié tous les acteurs civils, militaires ivoiriens et onusiens pour l'aide apportée au contingent Bangladais. Il a exprimé leur fierté de recevoir la médaille le jour de la commémoration de la déclaration d'indépendance de leur pays.

Le Général Khan a déclaré qu'ils étaient fiers de pouvoir participer à la résolution du conflit dans le pays et a dit leur détermination à défendre

collectivement le mandat des Nations Unies pour la paix ici. « Nous souhaitons que ce magnifique pays et son peuple réussissent à réaliser ce qu'ils pensent être le mieux pour eux », a-t-il conclu.

Au nom du Représentant Spécial du Secrétaire Général, Y. J. Choi, le Général Amoussou a remercié les autorités politiques et administratives de Daloa, les chefs traditionnels et autorités religieuses pour leur constant soutien aux forces sur le terrain et en particulier aux unités du Bangladesh déployées en Côte d'Ivoire.

« Je voudrais les saluer, les remercier et souhaiter qu'ils continuent de nous soutenir car notre raison d'être en Côte d'Ivoire est d'appuyer avec détermination et volonté le processus de paix dans ce grand et beau pays, frère et ami. »

Avant de féliciter les récipiendaires et

les encourager pour le travail accompli, le Général Amoussou a réaffirmé que « La force de l'ONUCI jouera pleinement son rôle pour une sortie de crise en toute sécurité afin que les frères Ivoiriens retrouvent la tranquillité, la paix et l'harmonie qui a toujours caractérisé ce grand pays ». L'Armée du Bangladesh est entrée dans la famille des "Casques Bleus" en 1988.

Jusqu'à présent 62 131 soldats ont participé à des missions de maintien de la paix dans 15 pays différents et actuellement 9 683 bangladeshis sont sous les drapeaux des Nations Unies dans 11 missions différentes.

Le Bangladesh est l'un des plus grands contributeurs de troupes aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Ses troupes représentent un tiers de l'effectif de la force de l'ONUCI